» pour établir entre la France et ces États,
» ou quelques-uns d'entre eux, une entente
» internationale destinée à rendre à l'argent
» son ancienne fonction d'instrument d'échange international ;
» Et, au cas où cette entente internationale
» serait reconnue impossible, d'inviter le
» gouvernement français à faire étudier
» quelles mesures pourraient être prises, dans l'intérêt
» économiques de la France, les conséquences
» ces du retour pur et simple à la frappe
» libre de l'argent. »

***

L'ordre du jour, présenté par M. Faucheux, président, a été voté à l'unanimité, les arguments mis en valeur par M. Théry, ayant fait comprendre la nécessité d'obtenir le rétablissement du bi-métallisme non seulement en France mais dans toutes les grandes nations d'Europe.

Du reste ce rétablissement doit être international et non spécial à la France. Nos intérêts seraient compromis s'il en était autrement.

Ce fut ce que M. Théry a su expliquer dans une langue fort claire et d'une admirable précision.

En somme, conférence fort intéressante et qui a produit sur l'auditoire un effet considérable.

E. LAGRILLIÈRE-BEAUCLERC.

## Le vicaire Liénard
### *au Tribunal de simple police*

Le vicaire Liénard, desservant à Fives, a comparu hier matin devant M. Devette, juge de paix, assisté de M. Perlet, commissaire de police, tel-ant fonctions de ministère public.

Le juge pose au prévenu les questions d'usage et lui demande s'il reconnaît la contravention.

R. Je reconnais avoir porté le viatique étant revêtu nes ornements sacerdotaux, ainsi qu'il est prescrit par les statuts diocésains.

La parole est au ministère public.

« L'arrêté du 3 août 1881, dit M. Perlet, a été pris légalement ; il a été approuvé par M. le Préfet du Nord et n'est entaché d'aucune irrégularité. Le vicaire Liénard a donc commis une infraction à cet arrêté. Or, depuis quatorze ans qu'il est en vigueur, le clergé de Lille le toujours respecté. Après un tel laps de temps, cette raison de clergé invoque-t-il pour expliquer ce changement d'att tude ? Chercherait-il à provoquer de graves incidents ?

Il faut que l'arrêté soit respecté. Jamais un malade n'a jusqu'ici réclamé en vain les secours de la religion, et ce n'est pas un surplus qui rendra la visite plus efficace. On va probablement insister sur la question d'abus. Je demande, au contraire, que l'affaire ne soit pas renvoyée et on tous cas, si un délai est accordé, que ce délai soit le plus bref possible, de huit ou quinze jours au maximum ».

M. Théry, avocat, présente ensuite la défense du vicaire Liénard.

Il déclare que son client soulève l'exception d'abus et demande au juge de paix de décider qu'il y a lieu, quant à présent, d'affirmer que l'action est irrecevable.

M. Théry, prétent, contrairement aux affirmations du ministère public « *que le décret du Fives ne s'est jamais conformé aux prescriptions de l'arrêté du 3 Août 1881.* »

La sécurité publique dit-il, n'en est pas menacée pour cela.

Le défenseur souhaite à M. Géry Legrand le bonheur de recevoir un jour le viatique, appuyé par un prêtre revêtu de ses ornements sacerdotaux.

Le vicaire Liénard, obéit non pas à tel ou tel arrêté, mais à son curé, *lequel ne reçoit d'ordre que de son évêque.*

A propos de l'exception d'abus, Me Théry soutient qu'on ne peut fixer de délai as ez qui concerne la facilité laissée à l'évêque pour faire résoudre par la juridiction compétente la question préjudicielle.

M. Perlet prend de nouveau la parole. « En admettant, dit-il, qu'il y ait eu contravention flagrante, l'arrêté n'en est pas moins légal, et doit être respecté à Fives aussi bien que partout ailleurs. Je requiers donc l'application de la loi. »

Le débat étant clos, le prononcé du jugement est renvoyé à 5 heures.

A ce moment, le doyen de Fives se lève pour haranguer le tribunal. On lui impose silence.

Il quitte alors la salle en criant : « Vive Jésus Christ ! »

Au moment de la sortie du vicaire Liénard, *une bande d'étudiants des facultés catholiques*, l'acclame et conspue le tribunal. Un de ces jeunes gens plus excité que les autres, plus fort que les autres, est délicatement cueilli et amené à la barre du tribunal où la juge l'admonestre vertement. Le jeune homme qui immédiatement perdu toute sa belle assurance, balbutie des excuses, et se retire la tête basse.

A part cette manifestation grotesque, piteusement terminée, la sortie a eu lieu sans incident.

### Reprise de l'audience

L'audience est reprise à 5 heures.

M. Devette, juge de pa x donne lecture du jugement, ainsi qu'il suit :

Vu les articles 6, 7, 8 de la loi du 18 Germinal, an X.

Attendu que l'abbé Liénard, poursuivi pour contravention à l'article 1er de l'arrêté du maire de Lille du 3 août 1881, qui interdit toute manifestation sur la voie publique à l'occas on de l'administration des secours religieux aux malades, reconnaît avoir, le 23 avril dernier, étant revêtu des ornements sacerdotaux et accompagné d'un homme portant une lanterne allumée, porté le viatique rue du Pr sident, à Lille, mais qu'il soulève contre le dit arrêté municipal l'exception d'abus, *prévue par l'article 7* de la loi du 18 Germinal an X, prétendant que cet arrêté constitue une atteinte à l'exercice public du culte et à la liberté que les lois et réglements garantissent aux ministres des cultes ;

Qu'il conclut, en définitive, à ce que le tribunal de simple police déclare qu'en l'état il n'y a pas lieu d'accueillir l'exception d'abus ;

Attendu que l'exception opposée par l'accusé constitue une question préjudicielle ;

Qu'il résulte en effet de l'article 7 de la loi du 18 Germinal, an X, que le Conseil d'Etat est seul compétent pour décider si l'arrêté dont il s'agit porte atteinte à l'exercice du culte et se trouve entaché d'abus ;

Que le tribunal de simple police ne peut donc en l'espèce, comme il le *serait en autre matière*, se prononcer sur la légalité ou la nullité dudit arrêté, mais, au contraire, doit surseoir dans cette forme de la dite loi, ni d'aucune autre, que le juge de répression doive se donner lui-même définitivement de la cause portée devant lui ;

Qu'il y a lieu seulement pour lui de surseoir, sauf à être statué par la juridiction qui sera désignée par la juridiction compétente la question préjudicielle qu'il invoque.

Par ces motifs,

*Dit qu'il sera sursis à statuer* sur l'action du ministère public pendant *vingt et un jours*, au cours desquels l'abbé Liénard devra se pourvoir devant le Conseil d'Etat l'exception dont il argumente, et que, faute par lui de justifier à l'audience qui suivra l'expiration du délai ainsi fixé, qu'il a saisi ladite juridiction, il sera fait droit. Dépens réservés.

# TRIBUNAUX

## *Conseil de guerre de Lille*

Séance du 14 mai 1895

Baron. Joseph-Alphonse-Eugène, soldat de 2e classe, 11e section d'ouvriers d'administration, 4e compagnie, 4e section, 2e classe, 2e section de fonçage, 2 ans de prison et 25 fr. d'amende — X. Edmond, dragon de 2e classe, 1er régiment de dragons, désertion à l'intérieur, 2 ans de prison — Van Lieshe, Théodore, soldat de 2e classe, 110e régiment d'infanterie, désertion à l'intérieur en temps de paix, 2 ans de prison — Barras, J.-B.-France, soldat de 2e classe au 110e régiment d'infanterie, vol militaire, 2 ans de prison — Wanquez, Edouard, soldat de 2e classe au 84e régiment d'infanterie, refus d'obéissance, examen médico-légal sur son état mental — Samuel, Paul-Cyprien, soldat de 2e classe au 1er escadron du train des équipages militaires, absence sans permission, vol avec effraction, 2 ans de travaux forcés et dégradation militaire.

## *Tribunal Correctionnel de Lille*

*Audience du 1 mai 1895*

ROUBAIX

Rébellion, outrages, ivresse. — Il y a un mois environ, Palagre Hayart, femme Roussel, cabaretière, était entrée, en faisant des courses, chez une amie, cabaretière comme elle. Là se trouvaient deux agents de police et une autre personne en train de boire un verre au comptoir.

La dame Roussel était prié d'aller rentrer un instant chez elle.

Ce n'était sans doute pas le premier, car elle était déjà un peu excitée par la boisson.

A un moment donné, une altercation s'éleva entre elle et la personne qu'accompagnaient les agents. Quand ceux-ci prirent des mesures pour avec elle, elle se jeta tout rouge, les agents intervinrent. Ne trouvant plus à se contenir, la dame Roussel se précipita sur eux et cassa un paraplu sur la tête de l'un des représentants de la force publique.

Voilà qui lui vaut 8 jours de prison.

TOUR-COING

Coups, rébellion, ivresse. — Vers 9 heures du soir, il y a quelques jours de la semaine, Godefroy Léonard et Alphe se Dumortier, deux jeunes gens, sortaient d'un estaminet, ouvrant au cabaret Bleu, à la Blanche-Porte. Ils avaient consommé beaucoup, paraît-il, et étaient dans un état qui laissait à désirer.

Ils passaient sous deux fenêtres d'où leur arrivaient des cris de femmes. Ils crurent qu'une querelle était engagée entre deux femmes. Ils se mêlèrent à la dispute.

Ils se trompaient. Ce n'était pas une querelle entre deux femmes, mais bien entre deux hommes.

Ceux-ci, qui étaient en train de faire un bon repas, ne voulaient pas de la présence de Godefroy et Dumortier.

Ils les prièrent de se retirer.

Ceux-ci refusèrent.

Alors, ils furent mis à la porte à coups de pied.

Ils ne se tinrent pas pour battus et revinrent à la charge.

Ils ne tardèrent pas à être mis à la porte.

Ils ne tardèrent pas à être mis à la porte.

Ils ne tardèrent pas à être mis à la porte